

Le Nouvelliste S.A.
1950 Sion
027/ 329 75 11
www.lenouvelliste.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'200
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 272.003
Abo-Nr.: 272003
Seite: 31
Fläche: 59'606 mm²

VOTATION Pour les organisations économiques, l'initiative pour le renvoi effectif des criminels étrangers plomberait la prospérité. L'UDC soutient le contraire.

Le milieu industriel s'attaque de front à l'initiative UDC



VOTATIONS
28 FEVRIER 2016
RENOI DES
CRIMINELS
ETRANGERS

ZÜRICH
PHILIPPE BOEGLIN

L'initiative dite de mise en œuvre de l'UDC fait l'unanimité contre elle. Alors qu'à l'échelon politique, tous les autres partis, des Verts au PLR, vouent le texte aux géonies, il n'en va pas autrement sur le terrain économique. Hier, à Zurich, la Fédération des en-

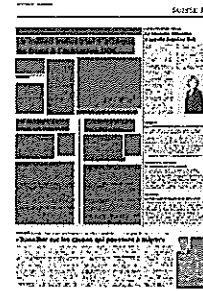
treprises suisses (Economie-suisse), la faïtière de l'industrie des machines, Swissmem, et la Chambre de commerce Suisse - Etats-Unis sont montées au front devant la presse. Elles reprochent à l'initiative de créer de l'insécurité juridi-

que, de salir la réputation de la Confédération, de s'en prendre à des étrangers actifs professionnellement en Suisse et de fragiliser encore davantage la relation avec l'Union européenne.

Présent aux côtés de ces organisations faïtières, l'entrepreneur et conseiller aux Etats Ruedi Noser (PLR, ZH) présente ses arguments. Le conseiller national et entrepreneur Jean-François Rime (UDC, FR) lui donne la réplique.



Les milieux industriels reprochent à l'initiative sur le renvoi des criminels étrangers de créer de l'insécurité juridique. KEYSTONE



Le Nouvelliste S.A.
1950 Sion
027/ 329 75 11
www.lenouvelliste.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'200
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 272.003
Abo-Nr.: 272003
Seite: 31
Fläche: 59'606 mm²

«Le modèle à succès suisse est bien huilé»

RUEDI NOSER

Pourquoi les milieux économiques combattent l'initiative?

Le modèle à succès suisse peut être comparé à un engrenage bien huilé. Chaque fois qu'une dent rompt, la mécanique souffre. Le texte de l'UDC briserait une dent en plus, comme l'a fait l'initiative contre l'immigration de masse. Maintenant, ça suffit!



Vous craignez pour l'image de la Suisse si le peuple vote oui. En quoi cela mettrait-il l'économie à mal?

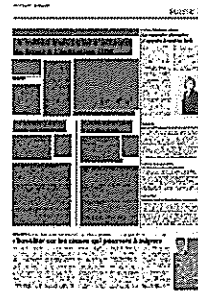
Les entreprises investissent en priorité dans les pays «amis». Pas dans ceux qui font bande à part, ce qui serait notre cas avec cette initiative, qui viole notamment les traités internationaux touchant aux droits de l'homme. De plus, des talents étrangers hésiteraient davantage à venir travailler en Suisse en raison du climat hostile.

Pourquoi le texte de l'UDC créerait-il de l'insécurité juridique?

Parce qu'il bafoue le principe de l'Etat de droit démocratique, à l'inverse de la loi d'application de la première initiative sur le renvoi, qui, elle, est ferme, mais juste. Avec cette seconde initiative, de nombreux étrangers frappés d'expulsion feraient recours devant la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg. Les procédures se multiplieraient, souvent pour des peccadilles. En plus, ce tribunal risque de casser régulièrement les jugements suisses.

Comment un oui le 28 février influencerait-il sur les rapports avec l'Union européenne?

L'initiative de mise en œuvre est incompatible avec l'accord sur la libre circulation des personnes. En l'approuvant, nous méconterions une deuxième fois notre principal partenaire économique, après le vote du 9 février 2014 sur l'initiative contre l'immigration de masse.



Le Nouvelliste S.A.
1950 Sion
027/ 329 75 11
www.lenouvelliste.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 39'200
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

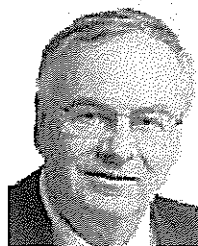
Themen-Nr.: 272.003
Abo-Nr.: 272003
Seite: 31
Fläche: 59'606 mm²

«La criminalité gâche la vie des gens»

JEAN-FRANÇOIS RIME

L'initiative de votre parti ne mine-t-elle pas l'économie?

Elle pose peut-être certains problèmes, mais il ne faut pas tout jauger en fonction de l'économie. N'oublions pas que la criminalité gâche la vie des gens. Le peuple a approuvé une première initiative en 2010, et nous n'avons pas eu d'autre choix que d'en lancer une autre pour qu'elle soit réellement appliquée.



Les organisations économiques redoutent l'insécurité juridique et la péjoration de l'image de la Suisse dans le monde...

Au contraire, l'initiative de mise en œuvre améliorera la sécurité, ce qui ne va certainement pas déplaire aux investisseurs étrangers. Elle incitera les contribuables fortunés à rester en Suisse.

Ne faut-il pas s'attendre à une multiplication onéreuse des recours à Strasbourg?

Justement pas: certaines personnes auront davantage peur d'être renvoyées et se tiendront à carreau, ce qui diminuera les procédures pénales.

Ne court-on pas le risque que les cerveaux étrangers s'installent moins en Suisse?

Car vous croyez que ces cerveaux étrangers ont envie de se faire cambrioler et agresser dans la rue!? Non, le gain en sécurité ne peut qu'être bénéfique à l'économie.

Quel mot d'ordre adopte l'Union suisse des arts et métiers, la faitière des PME, dont vous êtes président?

Nous n'avons pas pris position car le sujet n'est pas déterminant pour nous. En outre, nous n'étions pas tous du même avis.